

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
VEILLE	4
1. États-Unis	4
2. Russie	4
3. Corée du Nord	4
4. Chine	4
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES	5
1. Donald Trump, la Russie et la relation nucléaire russo-américaine.....	5
2. Peut-on réduire l'écart entre désarmement et dissuasion ?.....	8
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES	11
1. Futures capacités américaines : perspectives scientifiques.....	11
PUBLICATIONS ET SEMINAIRE	12
1. Carnegie International Nuclear Policy Conference, March 20-21, 2017 : Reflecting on the Past and Looking Toward the Future.....	12
2. Interprétation de la doctrine nucléaire indienne.....	14
3. Une dissuasion européenne ? Analyse de publications récentes	14
4. Hans Kristensen, « How US nuclear force modernization is undermining strategic stability: The burst-height compensating super- fuze »	15
CALENDRIER	17

AVANT-PROPOS

L'actualité récente a été principalement chargée par les évolutions du programme balistique nord-coréen, qui progresse avec encore beaucoup d'inconnus sur les tirs observés ce mois-ci.

En fin de mois, l'ouverture de la conférence pour la négociation d'un Traité d'interdiction des armes nucléaires à New York invite à reposer la question de la compatibilité théorique et pratique entre dissuasion et désarmement, avant de s'interroger le mois prochain sur les résultats de ce premier round de négociations.

Par ailleurs, la tenue de la Conférence bisannuelle de la Carnegie sur les questions nucléaires (20-21 mars 2017) a permis d'évoquer cette question ainsi que de nombreuses autres liées à l'ordre nucléaire mondial. Se sont notamment illustrés deux débats repris dans ce bulletin : l'un qui a suggéré une évolution de la posture stratégique indienne et l'autre qui a adopté une démarche prospective sur les grands sujets nucléaires mondiaux.

Par ailleurs, alors que l'administration Trump a pris ses fonctions il y a deux mois, le moment est opportun pour observer les conséquences de ce changement d'équipe à la Maison Blanche dans les relations américano-russes. En effet, contrairement à ce qui a pu être annoncé prématurément lors de l'élection de Novembre, le Kremlin est pour l'instant dans une certaine perplexité et subit l'incertitude provoquée par les déclarations ambiguës du nouveau Président. Dans ce contexte, il a pour l'instant fait le choix de rappeler ses positions sans pour autant se fermer à toute reprise d'un dialogue stratégique.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

I. États-Unis

Le **8 mars 2017**, le général Selva, chef d'État-major adjoint américain [confirme officiellement les accusations américaines de déploiement de missiles russes](#) en violation du Traité FNI¹.

Le même jour, l'Air Force confirme le passage de [l'examen préliminaire du programme B-21](#) (*Preliminary Design Review*), programme pour lequel la commande de 100 appareils pourrait n'être qu'un minimum².

Le **16 mars 2017**, la Maison Blanche publie de premières informations sur le [budget qu'elle réclamera pour l'année fiscale 2018](#), et notamment une hausse de 54 milliards de dollars pour le Département de la Défense et de 1 milliard pour la NNSA (+11% par rapport à 2017). Des détails sur l'allocation précise de cette somme devraient être rendus publics en mai³.

Comme convenu par le Traité New Start, les États-Unis se préparent à [réduire leur stock d'ICBM déployés](#) pour la première

fois depuis 10 ans, passant de 450 à 400 missiles en avril⁴.

2. Russie

D'après la presse russe, le Ministère des Finances aurait tranché pour un [budget militaire deux fois moins important que ce qui était réclamé par le Ministère de la Défense](#). L'achat de systèmes bien perfectionnés et opérationnels pourrait être favorisé par rapport au développement de nouvelles capacités telles que le bombardier PAK-FA⁵.

3. Corée du Nord

Le **5 mars 2017**, le [régime nord-coréen teste quatre missiles balistiques sur une portée d'environ 1 000 km](#), dont trois retombent dans les eaux territoriales japonaises. Ces missiles pourraient être des Scud-ER sans confirmation officielle à ce stade⁶. En revanche, un [essai se solde a priori par un échec](#) (explosion au lancement) le **22 mars 2017**⁷.

Le **19 mars 2017**, Pyongyang procède à l'essai d'un [moteur de fusée](#), comparable à celui réalisé en septembre 2016. Ce moteur

servirait vraisemblablement au programme spatial mais pourrait être envisagé dans le développement d'un programme d'ICBM⁸. Un [essai similaire](#) aurait eu lieu le **24 mars 2017**⁹.

Le **20 mars 2017**, le directeur de l'AIEA Yukiya Amano indique dans une interview au *Wall Street Journal* que Pyongyang a [doublé ses capacités d'enrichissement](#) en dix ans¹⁰.

Le **17 mars 2017**, le Japon organise une [première alerte au missile sur la péninsule d'Oga](#), à 200 km de l'impact présumé du dernier tir de missile nord-coréen¹¹.

4. Chine

Après un certain suspense, la Chine annonce [qu'elle ne participera pas aux négociations sur l'interdiction des armes nucléaires](#)¹².

¹ Robert Burns, « US general says Russia has deployed banned missile », *DefenseNews*, 8 mars 2017.

² Courtney Albon, « B-21 passes PDR », *Inside Defense*, 8 mars 2017.

³ Patrick Malone et R. Jeffrey Smith, « Trump budget: an extra billion dollars for nuclear weapons », *The Center for Public Integrity*, 17 mars 2017.

⁴ Cristina Silva, « U.S. Reducing Nuclear Weapons: Air Force Deployed Missiles Drop To Lowest Level In 60 Years », *Newsweek*, 20 mars 2017.

⁵ « The State of the State Armaments Program », *Russian Defense Policy*, 7 mars 2017.

⁶ Jeffrey Lewis, « North Korea Is Practicing for Nuclear War », *Foreign Policy*, 9 mars 2016.

⁷ Joseph Hincks, « North Korea Conducts a Failed Missile Test Amid Worsening Tensions on the Peninsula », *Time*, 22 mars 2017.

⁸ John Schilling, « A New Engine for a New Satellite Launch Vehicle? », *38th North*, 21 mars 2017.

⁹ Idrees Ali et Phil Stewart, « North Korea tests rocket engine: U.S. officials », *Reuters*, 27 mars 2017.

¹⁰ Jay Salomon, « North Korea Has Doubled Size of Uranium-Enrichment

Facility, IAEA Chief Says », *The Wall Street Journal*, 20 mars 2017.

¹¹ Hyun Oh, « Sirens blare as Japan, fearing North Korea, holds first missile drill », *Reuters*, 17 mars 2017.

¹² Zhang Rui, « China not to attend nuclear weapon ban treaty negotiation », *CCTV*, 22 mars 2017.

QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

I. **Donald Trump, la Russie et la relation nucléaire russo-américaine**

Par Isabelle Facon

Beaucoup a été dit sur la satisfaction probable des autorités russes suite à l'élection de Donald Trump, qui, candidat, avait fait part de son souci d'améliorer les relations avec Moscou. Son intention affichée de cesser « l'exportation de la démocratie » dans le monde ne pouvait que rassérer un pouvoir russe qui en 2014 a inclus les risques de *regime change* dans sa doctrine militaire. Cependant, l'euphorie manifestée par certains politiciens et politologues russes au lendemain de l'élection présidentielle américaine n'a probablement pas été partagée – en tout cas pas longtemps – par le Kremlin, que la confusion politique à Washington incommodait. L'avenir de la relation nucléaire, en particulier, pose questions.

Les autorités russes déplorent qu'il y ait eu, pour reprendre les propos du porte-parole de la présidence russe Dmitriï Peskov, « une certaine pause dans le dialogue sur les questions de sécurité stratégique » sous Obama. Les deux pays, pour les responsables russes, ont besoin d'une « actualisation de l'information et des positions » à ce sujet¹³. L'ancien ministre des Affaires étrangères Igor Ivanov, qui conserve une forte autorité dans le débat russe sur les questions internationales, estime lui aussi que « le dialogue nucléaire américano-russe doit reprendre », car « [s]il n'y a pas de dialogue entre Washington et Moscou sur les armements stratégiques, cela envoie un très mauvais signal aux autres pays nucléaires, aux proliférateurs potentiels, à nos armées respectives »¹⁴. Les enjeux sont suffisamment importants aux yeux du Kremlin pour qu'il envisage de confier à un spécialiste de ces questions le poste d'ambassadeur à Washington (Anatoliï Antonov, qui a entre autres participé aux négociations sur le traité *New Start* en tant que directeur du Département de la sécurité et du désarmement au MID, le ministère russe des Affaires étrangères¹⁵). Les diplomates soulignent

pour leur part l'intention de Moscou de travailler à des options pour renforcer la coopération bilatérale sur les armes nucléaires et la dissuasion¹⁶.

Ces dernières années, la Russie a donné l'impression d'un moindre intérêt pour la maîtrise des armements : retrait définitif du traité FCE, controverse sur le FNI, rejet de la proposition du président Obama sur une nouvelle réduction du tiers des arsenaux stratégiques, manque d'intérêt pour des mesures de contrôle sur les armements nucléaires non stratégiques... Il semblerait toutefois que lors de sa première conversation téléphonique avec le président Trump, Vladimir Poutine ait évoqué la possible prorogation du traité *New Start*. Il est probable que, vu de Moscou, cette question constitue surtout une porte d'entrée pour la reprise des discussions bilatérales sur la stabilité stratégique, si essentielle du point de vue de la sécurité nationale et du prestige international du pays. A cet égard, un papier récent du politologue russe Sergeï Karaganov, dont les propos sont généralement considérés comme relayant des idées émanant du pouvoir, ne peut qu'attirer l'attention. Appelant à la formation d'un « concert des nations du 21^{ème} siècle » articulé autour des États-Unis, de la Russie et de la Chine et « qui devrait être sous-tendu par la dissuasion nucléaire mutuelle multilatérale », il explique aussi que « la clef du succès » d'un tel arrangement stratégique trilatéral « sera d'en finir avec l'obsession pour les accords d'arms control »¹⁷.

L'enjeu de la stabilité stratégique, sur lequel les « préférences » russes sont formulées selon un langage désormais bien connu dans le nouveau Concept de politique étrangère adopté quelques jours après l'élection

¹³ Cité in « Kremlin Talks to Decide Future of Nuclear Pact With US », *AFP*, 10 février 2017.

¹⁴ « Igor Ivanov: Russia-U.S. Cooperation: If Not Today, It Will Come Tomorrow », *Russian International Affairs Council*, 24 mars 2017.

¹⁵ Son bientôt prédécesseur Kisliak, aujourd'hui au cœur de la controverse sur les liens Russie – équipe Trump, avait lui aussi été choisi, en 2008, pour ses compétences sur le sujet,

la politique de « reset » voulue par Barack Obama ayant parmi ses objectifs principaux la négociation d'un nouveau traité de désarmement bilatéral.

¹⁶ « One Should Look for Ways to Bolster Cooperation with U.S. on Nukes in Various Formats – Ryabkov », *Interfax-AVN*, 28 février 2017.

¹⁷ Sergei Karaganov, « Mutual Assured Deterrence », *Project Syndicate*, 17 février 2017.

de Donald Trump (30 novembre 2017)¹⁸, constitue peut-être un des facteurs de la tendance de Moscou à dramatiser la rhétorique sur le nucléaire – visant, entre autres, à sensibiliser les partenaires américains sur l'utilité des discussions bilatérales sur ce thème. De ce point de vue, Moscou a peut-être eu le sentiment de voir ses « efforts » récompensés lorsque, lors d'une conférence de presse, Donald Trump a donné le sentiment de justifier son projet d'établir une meilleure relation avec la Russie par le risque d'une confrontation nucléaire (« *nuclear holocaust* »)¹⁹. Mais dans le même temps, le président américain n'offre pas à Moscou une grande clarté quant à ses intentions sur le nucléaire.

Si, au travers de ses effets de manche nucléaires, la Russie cherche sciemment à susciter doute et confusion autour de sa posture, ce qui constitue un élément parmi d'autres de sa gestion du rapport de forces avec le monde euro-atlantique dans le contexte du conflit en Ukraine, elle n'aime rien moins elle-même que l'imprévisibilité ou la volatilité du positionnement des États-Unis sur le même sujet. On se souvient, par exemple, de la nervosité de la partie russe face aux évolutions de la posture nucléaire américaine sous l'administration Bush. Néanmoins, à cette époque, le partenaire américain donnait du grain à moudre aux analystes stratégiques du Kremlin, des éléments (documents, positions officielles...) sur lesquels ceux-ci pouvaient fonder réflexions et hypothèses. Pour l'heure, le nouveau président américain, alors que son administration n'est toujours pas pleinement constituée, a exprimé sur le sujet des positions dont la cohérence n'apparaît guère.

C'est ainsi avec un scepticisme feutré que le Kremlin a répondu, par le rejet²⁰ aux suggestions de Donald

Trump qu'il pourrait y avoir un lien entre l'affaire des sanctions auxquelles la Russie est soumise et le besoin de procéder à de nouvelles réductions des arsenaux nucléaires²¹. Par la suite, lors de sa première conversation téléphonique avec Vladimir Poutine, le nouveau président américain aurait déclaré une position négative sur le traité *New Start*, le jugeant favorable à la seule Russie – ce en réponse à la proposition de son homologue russe de le proroger (ce dernier aurait aussi évoqué la reprise des discussions bilatérales sur les questions de stabilité stratégique²²). Après avoir suggéré son intérêt pour des réductions « très substantielles » des armements nucléaires, le président Trump a déclaré que les États-Unis se devaient de disposer d'un arsenal nucléaire qui soit « en haut de la liste » (« *top of the pack* »)²³, une expression ambiguë qui a suscité des réactions virulentes à Moscou. Ainsi, Konstantin Kosatchev, le président de la commission des Affaires internationales du Conseil de la Fédération, a déclaré que si Donald Trump, quand il dit vouloir « rendre à l'Amérique sa grandeur » (*Make America Great Again*), entend lui donner la suprématie nucléaire, le risque existe d'un retour aux pires moments de la course aux armements des années 1970-80. Ce serait, selon lui, renoncer à la « doctrine de la parité » établie du temps de la Guerre froide et à laquelle Moscou demeure très attachée. Alekseï Pouchkov, membre de la commission du Conseil de la Fédération pour la défense et la sécurité, a déploré que les commentaires de Trump sur les capacités nucléaires américaines mettent en cause les accords de limitation des armements stratégiques et conseillé à l'administration américaine de travailler à la recherche d'une solution sur le problème nord-coréen plutôt que de rechercher une illusoire suprématie nucléaire²⁴. C'est

¹⁸ « *La Russie se prononce pour une coopération constructive avec les États-Unis dans le domaine du contrôle des armements, en prenant en compte obligatoirement les liens indissociables entre les moyens stratégiques offensifs et défensifs ainsi que la nécessité impérieuse de donner un caractère multilatéral au processus de désarmement nucléaire. La Fédération de Russie estime que les négociations en matière de réduction ultérieure des armements stratégiques offensifs ne peuvent être menées qu'en prenant en considération tous les facteurs qui influencent la stabilité stratégique globale, sans exception. La Russie considère la création du système antimissile global par les États-Unis comme une menace à sa sécurité nationale et se réserve le droit d'entreprendre des mesures de riposte appropriées.* »

¹⁹ Pour la citation complète, voir Matthew Nussbaum, « *Trump Raises Specter of 'Nuclear Holocaust' While Talking Russia* », *Politico*, 16 février 2017.

²⁰ « *Russian Official Rejects Trump Offer to Lift Sanctions for Nuclear Arms Deal* », *RFE/RL*, 17 janvier 2017. Sergueï Lavrov a même déclaré ne pas voir dans les propos de Trump une proposition à la Russie d'accepter de désarmer en échange de la levée des sanctions (Interfax, 17 janvier 2017).

²¹ « *They have sanctions on Russia — let's see if we can make some good deals with Russia. For one thing, I think nuclear weapons should be way down and reduced very substantially, that's part of it. But you do have sanctions and Russia's hurting very badly right now because of sanctions, but I think something can happen that a lot of people are gonna benefit* », « *Full Transcript of Interview with Donald Trump* », *The Times*, 16 janvier 2017.

²² Selon des sources américaines au fait de la teneur de la conversation téléphonique (Bruce Blair, « *What Trump Doesn't Get About Nukes* », *Politico*, 11 février 2017).

²³ Voir « *Russia Riled by Trump's 'Disturbing' Nuclear Weapons Comments* », *Moscow Times*, 24 février 2017. Le 22 décembre 2016, il avait tweeté : « *The United States must greatly strengthen and expand its nuclear capability until such time as the world comes to its senses regarding nukes* ». Vladimir Poutine avait cependant réagi avec flegme à ce positionnement (« *Putin Sees Nothing Unusual About Trump's Intention to Bolster U.S. Nuclear Forces* », *Interfax-AVN*, 23 décembre 2016).

²⁴ Les deux parlementaires sont cités en « *Trump's US Nuclear Stance Alarms Russia* », *Sky News*, 25 février 2017.

aussi du côté des parlementaires que les commentateurs les plus sévères sur l'hypothèse levée des sanctions / désarmement ont été émis²⁵.

L'exécutif russe, quant à lui, a fait montre de réserve sur les déclarations nucléaires de Donald Trump. Il est probable que, comme d'autres dirigeants partout dans le monde, les responsables russes s'interrogent sur le sens à donner à ces déclarations : constituent-elles un symptôme d'insuffisante maîtrise et d'interprétation sommaire des enjeux ? Du souci de Donald Trump de donner des gages dans le houleux débat interne, dont ses rapports à la Russie constituent un point de fixation ? S'agit-il d'égratigner son prédécesseur en critiquant tous les aspects de son bilan (cf. *New Start*) ? Il se peut aussi qu'alors que la « question russe » est désormais un sujet sur lequel la légitimité du nouveau chef d'État américain est directement mise en cause, les responsables russes considèrent qu'il est urgent d'attendre avant de se prononcer au risque de ruiner les chances d'avancée ultérieures.

Dans ce cadre, les déclarations de députés proches du Kremlin mais non directement parties prenantes à la prise de décisions stratégiques sont surtout à analyser dans une perspective interne : il s'agit de dire que la Russie reste ferme face à ceux qui défient ses intérêts. Elles se font aussi le relais de certains « messages » du Kremlin à la nouvelle administration américaine – la possibilité d'une coopération diplomatique plus intense sur la Corée du Nord étant régulièrement évoquée parmi les éléments susceptibles de réenclencher la coopération russo-américaine sur des enjeux stratégiques. Elles visent, enfin, à l'heure où le comportement de la Russie sur le FNI fait l'objet d'une attention internationale croissante, à déplacer une partie de la critique sur l'administration américaine par des rappels sur les liens entre désarmement stratégique et non-prolifération.

Ainsi, dans un contexte de grande confusion politique à Washington, le Kremlin semble s'en tenir à un quasi-silence pragmatique destiné à laisser toutes les options ouvertes en perspective du moment où le calme sera revenu. De toute façon, ainsi que le tranche le spécialiste de l'Institut des États-Unis et du Canada Sergueï Rogov, « *la nouvelle administration n'a pas encore de politique nucléaire* »²⁶, un point de vue certainement largement partagé dans les cercles politiques à Moscou. A n'en point douter cependant, les dirigeants russes se préparent à la publication de la prochaine

Nuclear Posture Review, qui les renseignera plus sûrement que les déclarations de Donald Trump sur les orientations de la politique nucléaire américaine et la nature des rapports de force internes au sein du nouveau pouvoir américain quant aux questions de stabilité stratégique.

²⁵ « U.S. Administration Should Not Condition Lifting of Sanctions on Russian Concessions in Nuclear Arms Reductions », publié sur Twitter par Pushkov le 16 janvier 2017.

²⁶ « Trump Administration Looking at New Nuclear Posture », [VOA](#), non daté.

2. Peut-on réduire l'écart entre désarmement et dissuasion ?

Par Benjamin Hautecouverture

Le débat mondial sur le désarmement nucléaire depuis le début du siècle donne à l'observateur curieux des relations internationales de sécurité le sentiment d'assister à une scène qui se fige avec les années. Sans en refaire ici la chronologie, il importe juste de rappeler que le discours général sur le désarmement nucléaire est devenu assez largement abolitionniste²⁷, ce qu'il n'a pas toujours été, ni pendant la Guerre froide aux temps de l'*arms control* bilatéral stratégique, ni dans la décennie 1990 aux grandes heures de l'*arms control* multilatéral.

Dans le débat sur le désarmement nucléaire, la France se distingue historiquement des autres États dotés de l'arme nucléaire au sens du TNP (États-Unis, Russie, Royaume-Uni, Chine) à plusieurs titres. Le pays se distingue d'abord substantiellement en revendiquant de ne pas soutenir une perspective de désarmement nucléaire total indépendante de l'évolution du cadre stratégique mondial tout en garantissant fortement le respect d'un principe de stricte suffisance et de maintien à niveau des capacités. Le dernier discours présidentiel en date sur la posture française (Istres, 19 février 2015²⁸) est clair à ce sujet et s'inscrit dans une continuité. Au plan de la méthode, les politiques françaises de désarmement se distinguent en cela qu'elles sont essentiellement unilatérales et qu'elles prennent des formes inédites. Par exemple, l'ouverture des anciens sites de Pierrelatte et Marcoule pour la production de matière fissile à des fins militaires est une initiative que l'on ne retrouve nulle part ailleurs et qui donne corps à la politique de transparence française en matière de désarmement nucléaire.

Cette position est davantage qu'une voie moyenne entre une approche anglo-saxonne par principe abolitionniste, qui fut dominante sous la précédente administration américaine, et une approche orientale soucieuse de compétition stratégique et de parité qui caractérise schématiquement les positions sino-russes actuelles. Il s'agit d'une position originale qui considère au pied de la lettre la dimension stratégique de l'arme nucléaire : si la scène stratégique mondiale est le lieu où évolue la répartition de la puissance dans le

monde, l'arme nucléaire y a sa place comme l'attribut de puissance que cette arme constitue. Il est donc de sa nature même d'épouser la forme de la scène stratégique en la façonnant autant qu'en y répondant.

Dans cette perspective, dissuasion et désarmement nucléaires sont des notions qui ne s'opposent pas au plan analytique, mais qui au contraire ont vocation à se répondre continuellement comme les variables d'une même équation : une posture de dissuasion influe sur une politique de désarmement autant qu'une initiative de désarmement s'accompagne, indique voire provoque un mouvement de cette posture. Les doctrines stratégiques des États dotés relèvent en effet d'un processus complexe qui peut être équivoque. Ainsi, les déterminants d'une politique de désarmement ne sont pas systématiquement stratégiques et peuvent déterminer une inflexion doctrinale *a posteriori*.

L'on peut ainsi soutenir que désarmement et dissuasion sont les deux faces d'une politique de sécurité qui ne confond pas la fin avec les moyens. Plus généralement, un débat entre analyses concurrentes devrait pouvoir couvrir un spectre assez large : dans quelle mesure le désarmement est-il un facteur de sécurité ? Peut-on parler d'exemplarité du désarmement nucléaire au plan stratégique ? Qu'est-ce que la modernisation d'une force de dissuasion ? Dans quelle mesure celle-ci est-elle compatible avec les engagements juridiquement contraignants des États dotés en matière de désarmement ? Comment une posture de dissuasion peut-elle conforter un processus de désarmement ? Comment donner corps au principe de réciprocité dans le cadre des politiques de désarmement comme de non-prolifération ? Dans quelle mesure la dissuasion nucléaire est-elle un facteur d'instabilité ou de stabilité ? Réciproquement, quelles mesures de désarmement sont-elles stabilisatrices ? Lesquelles sont potentiellement déstabilisatrices ? A titre d'illustration, le débat annuel de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le « *de-alerting* » pourrait se nourrir utilement d'analyses sur l'effet potentiellement déstabilisateur de l'abaissement du niveau d'alerte des

²⁷ Le mouvement « Global Zero » est lancé depuis les États-Unis en 2007. L'objectif de « monde exempt d'armes nucléaires » est repris par le président Obama dans son discours de Prague d'avril 2009.

²⁸ François Hollande, [Discours sur la dissuasion nucléaire](#) - Déplacement auprès des forces aériennes stratégiques. Istres (13), 19 février 2015.

forces de dissuasion nucléaire plutôt que de se cantonner à en faire un passage obligé des politiques de désarmement des États dotés.

De tels débats ont existé au cours des années 1990 et au début des années 2000. Ils ont illustré la richesse logique du lien entre dissuasion et désarmement tout autant qu'ils soulignent une réalité contemporaine différente : les termes du débat actuel en la matière ne sont pas décevants par manque d'arguments ou parce que la génération actuelle des penseurs du désarmement ne serait plus à la hauteur des finesses du débat stratégique de la Guerre froide. L'écart entre désarmement et dissuasion n'est pas analytique mais idéologique et diplomatique d'un côté, politique et stratégique de l'autre. Il se creuse parce qu'il n'a plus sa place ni dans le cadre d'une stratégie abolitionniste résolue ni dans le cadre de stratégies de puissance en cours de réémergence. Cela étant dit, rappelons tout de même qu'il ne saurait être question de vouloir réconcilier les deux notions qui, quels que soient les trésors de logique que l'on cherche à déployer pour les réconcilier, entretiennent un rapport tendu, controversé, voire paradoxal. Seulement, ce rapport a su être fécond. Il semble ne plus pouvoir l'être.

Aux plans idéologique et diplomatique, l'écart entre dissuasion et désarmement est une réalité entretenue depuis le début de la décennie en cours²⁹, en référence à l'argument sur les conséquences humanitaires de l'utilisation des armes nucléaires. Cet argument n'est pas inédit mais repris du temps de la Guerre froide. Il est aujourd'hui développé et orchestré de manière diplomatique avec une ampleur et une détermination dans l'activisme qui en constituent l'originalité.

Plusieurs enseignements diplomatiques peuvent être tirés de cette affaire dont il ne s'agit plus de se détourner, mais qu'il faut prendre sérieusement en compte, au moins depuis le vote par l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) à l'automne 2016 d'une résolution appelant à la négociation d'un Traité sur l'interdiction des armes nucléaires³⁰.

Premier enseignement : « l'Initiative sur les conséquences humanitaires » ne s'essouffle pas mais reste soutenue contrairement à ce que d'aucuns pouvaient espérer. Le vote de l'AGNU de l'automne dernier

s'inscrit dans le prolongement d'un processus diplomatique ouvert à Oslo en mars 2013, poursuivi au Mexique puis à Vienne en 2014.

Deuxième enseignement : la négociation doit avoir lieu sous les auspices de l'AGNU du 27 au 31 mars et du 15 juin au 7 juillet cette année à New York alors que se tiendra la première commission préparatoire à la conférence d'examen de 2020 du TNP à Vienne du 2 au 12 mai. Le débat sur le désarmement nucléaire avait beaucoup pesé sur la dernière conférence d'examen du TNP³¹. Il devrait continuer de peser sinon sur celle de 2020 au moins sur la séquence d'examen quinquennale, contribuant à exacerber les tensions entre États dotés et États non dotés.

Troisième enseignement : cette exacerbation des tensions s'opère dans un contexte de divisions profondes au sein même du P5, ainsi qu'au sein des États membres de l'Union européenne (UE). Alors qu'un « camp » du désarmement se structure non seulement au sein de la société civile, ce qui est déjà le cas depuis longtemps, mais aussi entre un nombre aujourd'hui majoritaire d'États, aucun camp des tenants de la dissuasion ne se fédère en réponse. A la fois cause et conséquence, il s'agit là d'un marqueur récent des divisions qui traversent les États qui bénéficient de la dissuasion nucléaire (États dotés, États alliés) à la fois entre eux et en leur sein.³²

L'écart entre désarmement et dissuasion a bien une dimension politique et stratégique : alors qu'il pourrait être comblé politiquement par des engagements à la retenue répétés, divers, redondants, intégrés de la part des États dotés comme des États possesseurs qui ne sont pas partis, *de facto* ou *de jure*, au TNP, ce n'est pas le cas pour nombre d'entre eux : Chine, Inde, Pakistan, tout en continuant de défendre un objectif de désarmement de plus en plus rhétorique, développent leurs arsenaux. La Russie, de manière inédite depuis la fin de la Guerre froide, utilise sa dissuasion nucléaire comme instrument d'agression. La Corée du Nord cherche à endosser les habits d'une puissance nucléaire responsable dont une doctrine de dissuasion mûre serait en cours de constitution. Ce faisant, le régime nord-coréen rappelle que l'arme nucléaire est

²⁹ Conférence d'examen du TNP de 2010.

³⁰ Résolution visant à convoquer « une conférence des Nations Unies ayant pour objectif la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète » proposée par l'Autriche et adoptée le 27 octobre 2016 par 123 votes pour, 38 contre (dont 21 États européens) et 16 abstentions.

³¹ 2015.

³² La scène politique néerlandaise en offre par exemple une illustration frappante entre le pouvoir législatif, abolitionniste, et le pouvoir exécutif qui ne l'est pas, contraignant les diplomates néerlandais à l'exercice très périlleux de la synthèse dans les arènes multilatérales.

toujours potentiellement un instrument de sanctuarisation agressive que des doctrines de dissuasion se chargeraient d'habiller.

En définitive, l'on peut chercher à réduire l'écart entre dissuasion et désarmement : il le faut sans doute dans

un souci de sécurité globale. Pour autant, les déterminants diplomatiques, politiques et stratégiques ne sont plus réunis pour y parvenir. Dans ce contexte, la France est particulièrement bien placée parmi les États dotés pour continuer de porter ce discours dans les arènes multilatérales tout comme dans les forums de dialogue moins formels.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

I. **Futures capacités américaines : perspectives scientifiques**

Par Emmanuelle Maitre

En décembre 2016, le *Defense Science Board* a publié un rapport indiquant sept priorités à l'attention de la nouvelle administration américaine³³. L'une d'entre elles concerne la dissuasion nucléaire et agrège des recommandations issues de nombreux rapports du Conseil établis depuis une dizaine d'années.

Le 10 mars 2017, trois membres du Conseil sont venus présentés à la Commission des forces armées de la Chambre les conclusions de ce rapport. Celles-ci concernent notamment un soutien fort au renouvellement de la Triade considéré comme indûment retardé, et la prise en compte de différents défis technologiques. En termes de menaces, les scientifiques estiment que l'entreprise nucléaire américaine devrait se préparer à différentes requêtes des décideurs militaires pour gérer l'évolution des arsenaux russes et chinois, comme par exemple des armes de plus faible puissance. Ils recommandent de privilégier des architectures ouvertes et de s'intéresser aux techniques de fabrication de pointe. Ils insistent également sur la nécessité de recapitaliser la Triade, mais également les infrastructures nécessaires à son développement et à son entretien. Par ailleurs, ils indiquent que le dernier exercice de réflexion stratégique conjoint entre le Département d'État et le Département de l'Énergie date de la Guerre froide, et que les précédents programmes de modernisation ont davantage été de la gestion qu'un vrai processus de réflexion systémique. Ils invitent donc à renouveler ce type d'approche et à mieux travailler en amont des programmes entre DoD et DoE.

Un autre champ de recommandations concerne la « capacité de survie nucléaire », ou plus précisément

la capacité de l'ensemble de l'armée à pouvoir opérer dans un environnement nucléaire. Là encore, ils estiment que cette capacité a disparu et proposent une méthode globale pour la faire renaître dans toutes les composantes de l'armée. Enfin, ils consacrent une partie entière aux questions de prolifération qui leur semblent aigues. Ils conseillent aux États-Unis de renforcer leurs capacités de détection précoce des programmes proliférants et notamment d'investir dans les recherches d'analyse nucléo-légale pour anticiper les nouvelles techniques de prolifération.

Au terme de leur audition, les membres du Conseil ont insisté sur le fait qu'ils ne cherchaient pas à influencer les décideurs militaires sur les besoins effectifs, mais à indiquer quelles capacités technologiques et scientifiques étaient *a priori* nécessaires pour subvenir à ces demandes dans un contexte d'incertitude sur le futur.

³³ [Seven Defense Priorities for the New Administration](#), AD1028950, Report of the Defense Science Board, décembre 2016.

PUBLICATIONS ET SEMINAIRE

I. *Carnegie International Nuclear Policy Conference, March 20-21, 2017 : Reflecting on the Past and Looking Toward the Future*

Par Jennifer Wright, PhD candidate, University of Strasbourg

L'*International Nuclear Policy Conference* organisée tous les deux ans par la Carnegie Endowment for International Peace rassemble plus de 800 experts et spécialistes venus d'environ 45 pays. La conférence 2017, tenue en mars dernier, a mis l'accent sur les tendances récentes en matière de dissuasion nucléaire, désarmement, sécurité, et s'est également interrogée sur le futur du TNP, une question propice alors que le Traité célèbrera son 50e anniversaire cette année.

Parmi les séances plénières les plus intéressantes de la conférence, on peut signaler celle intitulée « *Proliferation Prognostication: Predicting the Nuclear Future* ». Cette session a rassemblé Angela Kane, maître de recherches au Vienna Center for Disarmament and Nonproliferation, Laura Kennedy, du World Affairs Council et ancienne diplomate au Département d'État, Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique et Ramesh Thakur, directeur du Center for Nuclear Nonproliferation and Disarmament à l'Australia National University. Elle était animée par James M. Acton, de la Carnegie.

Cette table-ronde avait pour objectif de formuler des prédictions sur l'avenir de l'ordre nucléaire global, et de les comparer avec celles réalisées sur les mêmes questions lors de la précédente conférence, en 2015. La discussion a eu pour objectif de souligner les différences et continuités entre les analyses de cette année et celles émises il y a deux ans. De nouvelles questions ont également été posées aux panelistes et aux participants pour envisager le futur ordre nucléaire mondial à l'horizon 2019. Les prédictions et spéculations ont été réalisées à la fois par les trois experts du panel, mais également par l'ensemble des participants.

Le premier thème abordé a concerné le retrait, par les États-Unis ou par la Russie, du traité New Start ou du Traité FNI. En 2015, les panelistes avaient été partagés sur ce sujet, et le public avait estimé à 62% que les deux traités survivraient sur la période. Commentant la justesse de ce pronostic, James Acton a estimé que depuis 2015, « *la relation américano-*

russe s'était sensiblement détériorée, et pourtant les deux traités ont survécu, ce qui pourrait signifier qu'ils sont mieux isolés du contexte conjoncturel des relations entre les deux États que les experts le pensaient en 2015 ».

La deuxième question concernait l'adoption, d'ici à mars 2019, par l'Assemblée générale des Nations Unies, d'un Traité d'interdiction des armes nucléaires. Les votes du public ont été assez peu tranchés, mais les experts ont majoritairement pensé qu'un tel traité serait adopté dans les deux ans, avec des prédictions allant de 75% de chances (A. Kane), à 90% (L. Kennedy), 90% (B. Tertrais) et 60% (R. Thakur). Ramesh Thakur, le plus dubitatif sur ce point, a justifié son scepticisme par le fait que les négociations allaient s'ouvrir fin mars et qu'il n'existait pas encore de texte envisagé. Il était en effet difficile de savoir ce que le traité interdirait (l'usage ou la possession des armes nucléaires). Il a estimé que cette question provoquerait sans doute des divisions. En réalité, le Traité a, selon lui, de bonnes chances d'être adopté à un moment donné du fait du dynamisme continu qui l'entoure depuis plusieurs années. La question est de savoir si la fourchette de deux ans sera suffisante pour son adoption. Les autres chercheurs ont été plutôt convaincus que le délai serait suffisant, du fait du soutien important dont il bénéficie.

Bruno Tertrais a estimé que le Traité avait de bonnes chances d'être adopté dans un format court et simple, qui pourra être rapidement voté à la majorité simple par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Une autre question a concerné le Groupe des fournisseurs nucléaires, et les intervenants se sont exprimés sur la probabilité que d'ici à 2019, l'Inde soit admise à rejoindre ce groupe. Le vote du public a été très réparti sur cette question, et aucune majorité ne s'est clairement dégagée, montrant les incertitudes qui entourent ce sujet. Parmi les panelistes, A. Kane a estimé qu'il existait une chance de 55% que cela se produise, L. Kennedy 40%, B. Tertrais 10% et R. Thakur 15%.

James Acton a lancé la discussion en constatant que l'initiative majeure lancée par les États-Unis depuis 2015 pour accompagner l'entrée de l'Inde au NSG était *a priori* entrée dans une impasse. Angela Kane a rappelé que son vote positif reflétait une prédiction en matière de probabilité, mais non sa préférence personnelle car elle reste convaincue que le NSG devrait être ouvert en fonction de critères objectifs. Grâce à sa longue expérience au sein de l'ONU, elle est consciente des arcanes politiques au plus haut niveau et, de ce fait, elle estime que la probabilité que l'Inde devienne un membre n'est que légèrement positive, notamment du fait de l'opposition plus marquée de la Chine ces derniers mois.

Bruno Tertrais a pour les mêmes raisons estimé peu probable l'entrée de l'Inde. Pour lui, trois scénarios sont possibles sur cette question : soit le groupe n'admet pas de nouveau membre, soit l'Inde entre seule, soit l'Inde et le Pakistan sont admis conjointement. Il a jugé le troisième scénario le plus probable, mais qu'il faudra sans doute plus de deux ans pour que cela se produise. Il lui semble en effet peu plausible que la Chine abandonne son opposition à l'entrée de New Delhi dans les deux ans qui viennent.

Pour Laura Kennedy, il est très difficile de parier sur cette question maintenant. La Chine est dans une position très critique, et il n'est pas sûr que les États-Unis aient une influence sur cette question et/ou qu'ils choisissent de l'exercer. Elle estime que la Chine pourrait autoriser l'Inde à rejoindre le Groupe uniquement si le Pakistan est également admis. Pour elle, cette décision sera avant tout le reflet de la relation sino-indienne dans les deux années qui viennent.

Une question similaire avait été posée lors de la conférence de 2015. A cette époque, les panelistes et les participants avaient voté aux deux tiers pour indiquer leur scepticisme sur une telle option. Il y a donc une certaine continuité sur cette question depuis deux ans.

La suite de la discussion a porté sur la probabilité que le JCPOA survive d'ici à mars 2019, ou qu'un des participants renonce à ses engagements. Les panelistes ont été légèrement plus optimistes que le public : A. Kane a estimé à 15% le risque de renoncement unilatéral, L. Kennedy 35%, B. Tertrais 30% et R. Thakur 20%. Ramesh Thakur a jugé qu'il faudrait des inquiétudes sérieuses pour que les États-Unis choisissent de remettre en cause un accord qui bénéficie d'un fort soutien au sein de la communauté internationale. Etant donné que toutes les parties trouvent un intérêt à l'accord, toutes perdraient à

ce qu'il soit démantelé, il n'y a donc pas d'intérêt à un retrait unilatéral immédiat.

Laura Kennedy a jugé que, malgré la rhétorique très critique de l'administration Trump, et les premières actions visibles, l'accord tiendrait car, selon elle, il est prévisible que l'administration Trump se focalise sur d'autres sujets que celui-ci pour lequel une solution existe.

Angela Kane a noté avec inquiétudes les premiers signes de fragilité de l'accord qui sont intervenus très tôt avec des premières questions sur le respect des engagements pris par l'Iran intervenus dès la signature de l'accord. Estimant que l'avenir du JCPOA se joue sur la capacité de l'Iran à être jugée comme fiable par les autres partenaires, elle a noté que personne n'avait intérêt aujourd'hui à un échec car l'accord apporte de la stabilité et un canal de négociation.

Bruno Tertrais a conclu ce point en rappelant qu'au vu du temps et de l'énergie investis dans les négociations et de leur complexité, il lui paraissait improbable que l'accord soit renégocié en vue d'une amélioration. Dans le cas où les États-Unis ou l'Iran décideraient d'en sortir, il serait très difficile de le sauvegarder en raison de son caractère multilatéral.

La dernière question étudiée a été la probabilité d'un déploiement de missiles (ICBM ou SLBM) par la Corée du Nord en 2019. Le public s'est montré plutôt convaincu par la perspective d'un tel développement, alors que les réponses des experts ont été très variées : A. Kane, 85%, L. Kennedy, 60%, B. Tertrais, 25%, R. Thakur, 35%. Bruno Tertrais a clarifié sa réponse en estimant que la dissuasion serait amenée à jouer sur cette question et pousserait selon lui la Corée du Nord à ne pas procéder au déploiement formel d'ICBM ou de SLBM. Angela Kane a en revanche indiqué qu'elle ne pensait pas la Corée du Nord sensible à des lignes rouges et ne voyait pas Pyongyang interrompre volontairement son programme nucléaire à ce stade. Cela serait notamment dû au refus de la communauté internationale d'engager des négociations avec la Corée du Nord et une trop grande attente des pressions exercées sur la Chine.

Deux questions finales ont été posées aux panelistes, qui auront vocation à être examinées en 2019 : la survie du traité FNI à l'horizon de deux ans et la décision par Washington d'adopter une politique explicite de déploiement de défense du territoire américain contre des missiles balistiques chinois.

Cette session a permis de constater la diversité des points de vue mais aussi une certaine continuité

dans les analyses entre 2015 et 2017. Elle illustre la complexité d'étudier l'ordre nucléaire mondial sous un prisme prédictif, du fait de sa dépendance forte aux équilibres géopolitiques et l'influence exercée

par les questions de sécurité internationale de manière large sur les décisions politiques liées aux questions nucléaires.

2. **Interprétation de la doctrine nucléaire indienne**

Par Bruno Tertrais

Lors de la *Carnegie International Nuclear Policy Conference* qui s'est tenue à Washington les 21 et 22 mars 2017, Vipin Narang (MIT), l'un des observateurs les plus affûtés de la scène stratégique d'Asie du sud, a fait sensation en affirmant que New Delhi envisageait désormais une frappe préemptive massive en premier contre les forces pakistanaises.

Selon M. Narang, « *There is increasing evidence that India will not allow Pakistan to go first. And that India's opening salvo may not be conventional strikes trying to pick off just Nasr batteries in the theater, but a full 'comprehensive counterforce strike' that attempts to completely disarm Pakistan of its nuclear weapons so that India does not have to engage in iterative tit-for-tat exchanges and expose its own cities to nuclear destruction.* »

Tout en précisant que l'Inde n'en a pas encore les moyens, il appuie sa thèse sur les écrits de l'ancien commandant des forces stratégiques B. S. Nagal (2014) et, surtout, de l'ancien conseiller national à la sécurité Shivshankar Menon (2016), ainsi que sur la « demande de clarification » publiquement proposée « en son nom personnel » par le ministre de la Défense Manohar Parrikar en décembre 2016.

Il ne s'agit ni d'une révélation spectaculaire ni d'un tournant majeur. Dès 2003 (réserves apportées au non-emploi en premier dans la doctrine officielle), New Delhi avait fait comprendre que l'Inde pouvait

avoir une interprétation souple du non-emploi en premier³⁴. Par ailleurs, les dialogues stratégiques franco-indiens tenus en 2015 et 2016 ont confirmé l'intensité de la réflexion en Inde sur le sujet. Mais cette déclaration est digne d'intérêt à plusieurs égards :

- Elle confirme la tentation indienne d'avoir deux modes d'expression de la doctrine – l'un pour le Pakistan et l'autre pour la Chine – étant entendu que même si le non-emploi en premier restait théoriquement en vigueur pour la dissuasion vis-à-vis de Pékin, les interrogations d'ordre éthique (« une démocratie doit-elle attendre d'être détruite pour frapper son adversaire ? ») entendues depuis longtemps à Delhi sur le sujet demeureront.
- Elle relance le débat en Inde même, où l'on est généralement attentif à ce qui est dit dans ce type de forum international.
- Elle ne manquera pas d'avoir des effets politiques en suscitant, probablement, un grand intérêt au Pakistan – même si l'on dit fréquemment, à Islamabad et à Rawalpindi, qu'on ne croit pas à la sincérité de la déclaration indienne de non-emploi en premier.

3. **Une dissuasion européenne ? Analyse de publications récentes**

L'entretien accordé par l'ancien Premier ministre Jarosław Kaczyński au journal allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en février dernier³⁵, dans lequel il évoque la possibilité d'une dissuasion européenne, a suscité de nombreuses réactions et a donné lieu à

quelques publications notables. Dans la presse, l'article du *New York Times* sur le sujet a été très commenté³⁶, et a recensé les déclarations allemandes et françaises en la matière. Précédemment, le *National*

³⁴ En particulier en faisant valoir que la « riposte massive » proposée par la doctrine de 2003 ne devait pas être interprétée comme signifiant nécessairement une frappe de type « représailles massives sur les villes ».

³⁵ Jarosław Kaczyński, « „Eine Atom-Supermacht Europa würde ich begrüßen“ », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 février 2017.

³⁶ Max Fisher, « Fearing U.S. Withdrawal, Europe Considers Its Own Nuclear Deterrent », *The New York Times*, 6 mars 2017.

*Interest*³⁷ avait publié une tribune qui encourageait de tels projets et appelait à un désengagement américain. Côté académique, plusieurs articles ont pointé les difficultés et risques d'un tel projet. Ainsi, John Reni (U.S. Army War College) a estimé qu'il était intéressant pour Washington de voir les Européens s'investir davantage dans leur propre défense, mais que créer une dissuasion indépendante serait gaspiller des ressources rares qui seraient mieux utilisées sur d'autres fronts³⁸.

Oliver Thränert s'est de son côté intéressé aux difficultés pratiques liées à la mise en œuvre d'un tel projet³⁹. Ainsi, il a estimé que le développement de programmes nationaux par des pays européens était à exclure tant les dangers de renoncer aux bénéfices du TNP étaient grands. Par ailleurs, la France et le Royaume-Uni ne disposent selon lui pas à l'heure actuelle des capacités leur permettant d'assurer une dissuasion élargie à l'échelle du continent. La seule solution pourrait donc être de prévoir un nouveau système de « partage du nucléaire » sur le modèle de l'OTAN avec notamment le déploiement de capacités franco-britanniques dans des pays comme l'Allemagne. Cette démarche signifierait sans doute la fin de l'OTAN, mais ne pourrait non plus intervenir dans le cadre de l'UE du fait du Brexit mais aussi de l'opposition des États neutres ou anti-nucléaires. Une nouvelle structure serait donc requise, chargée de la sécurité européenne dans son ensemble. Le problème fondamental demeure la difficulté de convaincre Paris et Londres de jouer un tel rôle, pour

lequel une révolution de l'approche politico-militaire serait nécessaire. L'auteur invite donc à avoir une réflexion très poussée avant de recommander toute avancée en ce sens, et notamment de s'assurer que le manque de confiance dans la dissuasion de l'OTAN est de nature structurelle et non pas simplement liée à l'administration Trump.

C'est une conclusion assumée par Elmar Hellen- doorn lors d'une discussion organisée par le German Marshall Fund à Paris le 6 mars 2017⁴⁰. Le chercheur néerlandais a insisté sur la nécessité de penser des scénarios de rupture et de considérer le déclin de l'engagement américain en Europe comme une tendance lourde, invitant les États européens à réfléchir à toutes sortes d'alternatives.

Côté américain, les recommandations les plus fréquentes restent de renforcer l'Alliance en poursuivant les efforts menés par le Président Obama et en réfutant les arguments autonomistes dans les deux camps. C'est notamment l'approche de Leo Michel qui remet en perspective l'histoire longue de l'Alliance⁴¹, ou encore des experts rassemblés par le CSIS pour évoquer la dissuasion élargie en Europe⁴². Cette table-ronde n'a en réalité pas évoqué la question d'une dissuasion européenne et a insisté sur les différents moyens de rendre l'OTAN plus efficace et plus crédible face à la Russie, tout en préservant sa cohésion et en intégrant les particularités des différentes opinions publiques.

4. Hans Kristensen, « How US nuclear force modernization is undermining strategic stability: The burst-height compensating super-fuze »

Dans cette analyse publiée dans le *Bulletin of the Atomic Scientists*, Hans Kristensen, Matthew McKinzie et Theodore Postol déplorent le programme de modernisation des forces nucléaires américaines qui selon eux va multiplier par trois les capacités de destruction de l'arsenal et n'est adapté qu'à une stratégie de frappe en premier et de guerre nucléaire⁴³.

Ils dénoncent en particulier l'ajout, lors du programme d'extension de la durée de vie, d'un nou-

veau détonateur sur les têtes W76-1/Mk4A, utilisées par les SLBM. Cette transformation passée inaperçue est, selon eux, révolutionnaire car elle permet d'assurer que la détonation se fasse au plus près de la cible, ce qui permet un meilleur ratio de succès dans le ciblage des sites endurcis (notamment les silos d'ICBM russes) sans revoir la précision du missile ou de la tête. Cela est permis par un système qui permet d'ajuster la détonation selon l'altitude de la tête.

³⁷ Doug Bandow, « Time for a European Nuclear Deterrent? », *The National Interest*, 13 janvier 2017.

³⁸ John Reni, « An EU Nuclear Deterrent Won't Serve Western Interests », *Carnegie Endowment for International Peace*, 10 mars 2017.

³⁹ Oliver Thränert, « No Shortcut to a European Deterrent », *Policy Perspectives*, CSS, vol. 5/2, février 2017.

⁴⁰ Lunch-Discussion: NATO's Nuclear Policy and the Future of European Security Order, *The German Marshall Fund of the United States*, Paris, 6 mars 2017.

⁴¹ Leo Michel, « NATO as a "Nuclear Alliance" », *FIIA Working Paper*, n° 93, février 2017.

⁴² The Future of Alliances and Extended Nuclear Deterrence, *CSIS*, 1^{er} février 2017.

⁴³ Hans Kristensen, Matthew McKinzie et Theodore Postol, « How US nuclear force modernization is undermining strategic stability: The burst-height compensating super-fuze », *The Bulletin of the Atomic Scientist*, 1^{er} mars 2017.

Les auteurs craignent que cette évolution ne conduise la Russie à mettre en place de nouvelles contre-mesures pour se prémunir d'une frappe préemptive, comme par exemple élever le niveau d'alerte des forces ou dépendre dangereusement davantage des systèmes d'alerte avancée. Ils expliquent que la livraison des nouvelles têtes étend largement les capacités américaines en matière de guerre nucléaire, car elle permet à l'Armée de redéployer ses têtes les plus puissantes, les W88/MK5 vers les missions les plus complexes (cibles profondément enfouies) en consacrant les W76-I/Mk4A à des cibles telles que les silos. En effet, seule la moitié de ces têtes déployées sur les SNLE permettraient

d'annihiler l'ensemble des silos russes, sans compter les têtes en réserve.

Ainsi, les auteurs montrent qu'avec le reste de l'arsenal (79% restant opérationnel), les États-Unis pourraient détruire les forces terrestres russes et les centres de commandement, alors que des progrès dans les systèmes antimissiles pourraient donner l'impression que le pays cherche à se protéger des représailles lancées depuis la flotte de SNLE russe, accréditant la thèse en vogue à Moscou de la recherche par Washington d'une domination totale en matière nucléaire.

CALENDRIER

- Négociation d'un traité d'interdiction des armes nucléaires, Assemblée générale des Nations Unies, 27 mars – 31 mars.
- « Election présidentielle, Guerre et Paix », [conférence organisée par Pugwash](#), 1^{er} avril 2017, Paris
- « Quelle place pour la dissuasion dans la stratégie de défense française ? », 100e session « Jeunes » de l'IHEDN, Nice, 10 avril 2016.
- « Pertinence de la dissuasion nucléaire française », [Intervention du général de division \(2S Air\) Philippe PRÉVOST](#), Université catholique de l'Ouest, Angers, 26 avril 2017.